

LE
BREF ROYAL DE PROHIBITION
AUX COURS D'ÉGLISE
EN ANGLETERRE
(1187-1286)

PAR

GEORGE B. FLAHIFF C. S. B.

INTRODUCTION

SOURCES MANUSCRITES

BIBLIOGRAPHIE

PREMIÈRE PARTIE

GÉNÉRALITÉS SUR LE BREF DE PROHIBITION

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

L'ORGANISATION JUDICIAIRE DE L'ANGLETERRE
A LA FIN DU XII^e ET AU XIII^e SIÈCLE.

1° *Les cours royales.* — La *curia regis* est l'héritière
à la fois du *Witenagemot* anglo-saxon et de la *curia*

normande. Elle se développe particulièrement sous Henri II Plantagenet, commençant même à se scinder en « banc » de Westminster et en cour suivant le roi. Des juges de l'une ou l'autre cour font des tournées judiciaires dans les comtés. Dès le règne d'Edouard I^{er}, la division entre les deux branches de la *curia regis* est nette : le « banc » de Westminster devenant cour de « Plaids communs », et la cour suivant le roi étant désormais appelée le « banc du roi ». En principe, ce dernier seul a le droit de délivrer les brefs de prohibition; mais, pour la commodité des justiciables, les « Plaids communs » en délivrent également.

2° Les cours ecclésiastiques.

a) *La province.* — L'archevêque juge les appels des décisions rendues par les évêques de la province. Au moins dès la fin du XIII^e siècle, le métropolitain de Cantorbéry connaît également des causes en première instance et en appel, comme *legatus natus* du Saint-Siège en Angleterre. Telle est l'origine de la « cour des audiences », présidée bientôt par l'official de l'archevêque (à Sainte-Marie-des-Arches à Londres) et la « cour de la chancellerie » d'York. Le synode provincial jouit également d'une compétence judiciaire, surtout pour les *causae minores*.

b) *Le diocèse.* — La cour de l'évêque connue sous le nom de « cour du consistoire » est présidée par l'official, qui n'apparaît nettement et partout qu'à partir du milieu du XIII^e siècle. Au cours des visites épiscopales, la justice est rendue également. Dans chaque diocèse, il existe de nombreuses personnes exemptes de la juridiction de l'ordinaire : tels sont les établissements monastiques, chapitres exempts, hospitaliers, croisés, universités, chapelles royales, etc...

c) *Les juridictions inférieures : archidiacre et doyen.* — Au XIII^e siècle encore, le pouvoir de l'archidiacre reste considérable, tandis que celui du doyen est bien diminué.

d) *Les juges délégués.* — Les juges délégués par le Saint-Siège non seulement examinent les procès en dernier ressort, mais encore en premier ressort. Leur activité est grande à partir de la fin du XII^e siècle. D'après Guillaume de Drogheda, en 1239, le recours à Rome en première instance est devenu la règle normale; mais la pratique révèle que ces cas ne sont pas constants, sauf en ce qui concerne les réguliers.

CHAPITRE PREMIER

LE BRIEF DE PROHIBITION. DÉFINITION ET CLASSIFICATION.

1^o *Définition du bref de prohibition.* — La prohibition est un bref interdisant à un tribunal de procéder dans une action intentée devant lui, sous prétexte que cette action relève de la justice royale. Quand on ne défère pas à la prohibition, une poursuite judiciaire en résulte. Le bref de prohibition s'entend normalement du bref qui vise les cours spirituelles.

2^o *Classification.* — Brefs *de cursu* (dont la forme est rédigée à l'avance et qu'on n'a qu'à demander) et brefs *de precepto* (bref d'espèce nécessitant une intervention spéciale auprès de la cour du roi). Tantôt le roi revendique la connaissance de l'affaire prohibée parce que lui seul est compétent, tantôt il empêche une affaire vraiment spirituelle qui, le cas échéant, pourrait nuire à sa « couronne et dignité ». Suivant la matière, le bref porte le titre *de laico feodo*, *de advocacione* (patronage), *de catallis et debitis que non*

sunt de testamento vel matrimonio. Ces trois sortes appartiennent à la catégorie des brefs *de cursu*. Les brefs *de precepto* ne se prêtent pas à une classification distincte par matière.

CHAPITRE II

ATTITUDE DU ROI ET DE L'ÉGLISE A L'ÉGARD DU BREF DE PROHIBITION.

1° *Attitude générale du roi et de l'Eglise.*

Le roi revendique le droit d'interdire toute action en cour d'Eglise paraissant relever de sa juridiction et le droit de déterminer la juridiction compétente. Si on n'obtempère pas à la prohibition, le roi poursuit le récalcitrant.

L'Eglise reconnaît le droit pour le roi de prohiber toute action lorsque celle-ci est abusive. Elle n'admet pas l'intervention du roi quand la cause lui paraît relever de sa juridiction spirituelle ou quand le bref, régulier en la forme, est abusif au fond, parce que le demandeur du bref a présenté le procès ecclésiastique sous un faux jour. Elle se défend au moyen des peines spirituelles (excommunication et interdit) dont elle dispose. Grosseteste paraît même contester le droit de prohibition par le roi.

2° *Les conflits d'opinion entre le roi et l'Eglise.*

Dans le traité *De legibus et consuetudinibus Anglie* de Glanville (1187), apparaît la première mention du terme « bref de prohibition ». Mais l'origine de ce bref est un peu antérieure et remonte probablement aux années 1164-1170. Il faut attendre l'épiscopat de Grosseteste, en 1235, pour voir précisée d'une manière officielle l'opposition de l'Eglise. La crise de

1246-1247, provoquée par l'empereur Frédéric II et manifestée en France par la lutte des seigneurs de l'Ouest (notamment Pierre Mauclerc) contre les empiètements ecclésiastiques, aurait incité, selon Mathieu de Paris, le roi Henri III d'Angleterre à élargir le domaine du bref de prohibition. Au cours de la période de la « réforme des barons » (1257-1261), l'Eglise formule, aux conciles de Londres (1257), de Merton (1258) et de Lambeth (1261), de nombreux griefs dont la plupart concernent le bref de prohibition. L'avènement de Peckham à l'archiépiscopat de Cantorbéry (1279) marque le début d'une série de plaintes. Une tension entre le pouvoir royal et le pouvoir ecclésiastique en résulte et devient tout à fait aiguë en 1285. Le bref *Circumspecte agatis*, définissant les limites des deux juridictions, apporte un apaisement.

CHAPITRE III

LIMITES DE LA JURIDICTION ECCLÉSIASTIQUE ET DE LA JURIDICTION ROYALE.

1° *Compétence* RATIONE PERSONAE.

a) *Les clercs*. — La question de cette compétence ne se pose guère en ce qui concerne les clercs vis-à-vis du bref de prohibition.

Au criminel, le clerc relève de la juridiction ecclésiastique. Toutefois, vers le milieu du XIII^e siècle, la justice séculière revendique le droit de statuer au préalable sur la culpabilité du clerc et elle ne laisse la cour d'Eglise poursuivre le clerc que si elle a reconnu sa culpabilité. Mais l'Eglise ne reconnaît pas ce droit et permet la poursuite contre l'officier qui ose procéder à l'arrestation du clerc, ce qui donne

fréquemment lieu à un bref royal de prohibition.

Au civil, le clerc n'est pas justiciable de la juridiction ecclésiastique en matière immobilière, selon la nature des affaires; les procès au sujet de contrats ou de dettes entre clercs, qui relèvent, au début du XIII^e siècle, du for spirituel, sont visés par le bref de prohibition vers le milieu du siècle.

b) *Les autres personnes.* — On ne voit guère, dans les textes relatifs au bref de prohibition, apparaître les autres personnes qui, en France, jouissent à la même époque du *privilegium fori*. Quelques textes cependant montrent que les croisés jouissent de ce privilège, même pour les contrats civils.

2^o *Compétence* RATIONE MATERIAE.

Le roi ne se sert nullement du bref de prohibition au sujet de l'administration intérieure de l'Eglise (offices religieux, ordinations, institution canonique, etc.), sauf en ce qui concerne le droit de présentation à un bénéfice (*advocatio*), au moins à partir de Henri II. L'Eglise anglaise, à la différence du reste de la chrétienté, admet la compétence *de facto* du roi.

La propriété ecclésiastique relève du for spirituel, mais au XIII^e siècle la qualité de franche-aumône exempte est restreinte aux seuls lieux consacrés.

Le roi ne conteste pas la juridiction exclusive de l'Eglise en matière de dîmes, d'oblations, etc., exception faite lorsque les procès à leur sujet risquent de porter préjudice à la consistance du droit de patronage.

Selon une règle constante, les causes matrimoniales et testamentaires ressortissent à la juridiction ecclésiastique, à moins qu'il ne s'agisse d'immeubles. L'Eglise réclame la juridiction quand on a confirmé un engagement par un serment. Ceci permettrait une

extension considérable de la compétence ecclésiastique en matière de dettes et de contrats, mais le roi s'y oppose au moyen du bref de prohibition en n'admettant pas que le serment change quoi que ce soit à la compétence royale en matière de *catallis et debitis que non sunt de testamento vel matrimonio*.

L'Eglise seule connaît de la correction des péchés (diffamation, parjure, etc.), mais ne doit pas infliger de peine pécuniaire, bien que le bref *Circumspecte agatis* paraisse accorder même ce dernier droit.

DEUXIÈME PARTIE

FONCTIONNEMENT DU BREF DE PROHIBITION

CHAPITRE PREMIER

AVANT LA POURSUITE EN COUR DU ROI.

La fin du XII^e et le XIII^e siècle représentent une période très importante dans le développement de la procédure anglaise, qui est étroitement mêlée à la question du fonctionnement du bref de prohibition.

1° *La demande et l'expédition du bref.* — Le défendeur en cour d'Eglise voulant faire interdire le procès intenté contre lui sollicite personnellement des justiciers royaux un bref de prohibition. Celui-ci est délivré au nom du roi sans examen préalable. Le bénéficiaire du bref remet lui-même la prohibition au demandeur et aux juges ecclésiastiques. La cour d'Eglise est tenue de surseoir immédiatement à la continuation de l'instance.

2° *La réception du bref en cour d'Eglise.* — La cour ecclésiastique peut adopter trois attitudes différentes : ou bien abandonner complètement l'affaire ; ou bien en référer aux justiciers royaux pour savoir si la cause relève ou non de sa juridiction (*consultatio*) ; ou bien ne pas obtempérer à la prohibition. Dans cette dernière éventualité, les juges seront cités devant la cour du roi, en vue de donner les raisons pour lesquelles ils ont passé outre à l'injonction royale. Tel est le cas normal.

3° *L'action en cour d'Eglise en cas de fin de non-recevoir à la prohibition.* — Le procès ecclésiastique se poursuit. Si le défendeur ne comparaît pas, il est l'objet d'une triple *monitio* canonique, suivie, le cas échéant, de l'excommunication. La cour d'Eglise a souvent recours au stratagème qui consiste à excommunier le défendeur uniquement pour l'empêcher de poursuivre en cour du roi le demandeur ou les juges, car l'excommunié ne peut pas ester en justice, même temporelle. Le roi déjoue cette manœuvre en considérant l'excommunication comme frauduleuse et, par tant, nulle.

CHAPITRE II

LA POURSUITE EN COUR DU ROI.

1° *Le « process »*, qui est destiné à faire comparaître le ou les récalcitrants, comporte une série interminable de citations et de contraintes : *summonitio*, *attachiamentum per vadium et plegios*, *per meliores plegios*, *habeas corpus*, *districtio per terras, bona et catalla*, saisie réelle plus sévère, autre saisie encore plus sévère et finalement *utlagatio* (forbanissement).

2° *La plaidorie (pleading)* peut se composer de la *narratio*, de la *responsio* et de plusieurs répliques. La *narratio* est l'exposé de l'affaire par le demandeur en cour du roi (ancien défendeur en cour d'Eglise). Il doit offrir de prouver la véracité de son récit par *secta*. Il existe quatre sortes de *responsiones* par le défendeur en cour du roi, dont la plus fréquente est l'affirmation du caractère spirituel de la cause primitive. Le demandeur et le défendeur peuvent s'opposer des circonstances particulières, ce qui constitue, dans la procédure anglaise, des « exceptions ».

3° *Les preuves*. — En règle générale, le fardeau de la preuve définitive incombe au défendeur, car le demandeur a déjà rapporté sa preuve au moyen de la *secta*. Les modes de preuves principaux sont : la *vadiatio legis* (serment avec des *compurgatores*, ordinairement au nombre de douze) et le jury de douze personnes du voisinage, dont l'usage devient de plus en plus fréquent.

4° *La sentence*. — Le gagnant du procès est renvoyé *sine die*. Le perdant est mis soit *in misericordia* (paiement d'une sorte d'amende, au début à discrétion, puis, en fait, tarifée), soit *in gaola* (emprisonnement rachetable par une *fine*). Il a, en outre, à payer les dommages causés à son adversaire. Souvent les juges encouragent un accord privé entre les parties et, en ce cas, il n'y a pas de sentence.

CHAPITRE III

LES ADVERSAIRES DANS UN PROCÈS RELATIF AU BRIEF DE PROHIBITION.

1° *Le demandeur*. — Tous ceux qui sont cités en cour d'Eglise peuvent être demandeurs en cour du roi au sujet du brief de prohibition.

a) *Les clerks demandeurs.* — On est surpris de voir des clerks demandeurs, parce que leur démarche affaiblit la juridiction ecclésiastique. Aussi conciles et prélats prennent-ils des mesures contre cette pratique.

b) *Le roi demandeur.* — Le roi poursuit tantôt dans son propre intérêt, quand un procès a été intenté à propos d'un droit le concernant directement, tantôt dans l'intérêt de l'ancien défendeur en cour d'Eglise.

2° *Le défendeur.* — Il est la plupart du temps un ecclésiastique mais peut être aussi un laïc.

3° *Les « attorneys ».* — Contrairement à ce qui se passe dans la procédure ordinaire, *l'attorney*, en se présentant à sa place dans tous les actes de la procédure, paraît ne pouvoir représenter que le demandeur du bref de prohibition. L'usage des *attorneys* est tout à fait courant au XIII^e siècle.

CONCLUSION

PIÈCES JUSTIFICATIVES

APPENDICE
